Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 de la Municipalité de Champlain

Conformément à l'article 176.2.2 du Code municipal du Québec, le maire doit déposer annuellement, lors d'une séance ordinaire du conseil, le rapport des faits saillants du rapport financier et du rapport du vérificateur externe. Ce rapport doit ensuite être diffusé sur le territoire de la municipalité.

En cas de disparité entre les renseignements de ce rapport et les documents officiels, ***les renseignements contenus dans les documents officiels ont préséance.***

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE

Les états financiers 2023 ont été vérifiés par madame Karine Gravel, vérificatrice externe, de la firme Mallette SENCRL, en date du 3 juin 2024.

Suite à la réalisation de son mandat, la vérificatrice, dans le rapport de l'auditeur indépendant, est d'avis que « à l'exception du problème décrit dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» du rapport, les états financiers joints au rapport donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Champlain au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.»

La section « Fondement de l'opinion avec réserve » mentionne que « La Municipalité n'a pas mis en application au 1er janvier 2023, le chapitre SP3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de la comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. ».

RAPPORT FINANCIER

Fonctionnement

Au cours de l'exercice financier 2023, les revenus de fonctionnement de la municipalité étaient de 3 271 797 $ et les revenus d'investissement de 708 658 $ pour un total de revenus de 3 980 455 $. Les dépenses de fonctionnement étaient quant à elles de 3 276 936 $ pour un excédent avant consolidation à des fins fiscales de 703 519 $. L'excédent de fonctionnements non affecté, était au 31 décembre de 1 392 585 $.

	BUDGET 2023	RÉEL 2023	RÉEL 2022
REVENUS			
Fonctionnement	3 027 851 $	3 271 797 $	2 956 938 $
Investissement		708 658	58 724
TOTAL	**3 027 851 $**	**3 980 455 $**	**3 015 662 $**
CHARGES	2 754 562	3 276 936	2 855 017
Excédent de l'exercice	**273 289 $**	**703 519 $**	**160 645 $**
Moins : Revenus d'investissement		(708 658 $)	(58 724 $)
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	**273 289**	**(5 139 $)**	**101 921 $**
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels		505 117	500 761
Remboursement de la dette à long terme	(286 362)	(281 962)	(272 900)
Affectations			
Activités d'investissement	(526 345)	(390 745)	(248 104)
Excédent accumulé	539 418	539 418	287 595
Autres éléments de conciliation	0	114 134	0
Excédent de fonctionnement à des fins fiscales	**0 $**	**480 823 $**	**369 273 $**

Investissements

Les investissements en immobilisations de la municipalité, pour l'année 2023, ont totalisé 1 032 684 $ dont près de la moitié a servi à la nouvelle conduite d'aqueduc du Boulevard de la Visitation. La Municipalité a aussi prolongé l'aqueduc de la rue Massicotte et débuté les travaux d'ingénierie nécessaires au remplacement de la conduite d'égouts des rues Sainte-Anne et Saint-Joseph.

Les démarches pour la construction de la nouvelle caserne de pompiers commencées il y a quelques années, ont aussi été reprises à la suite de la publication d'un programme d'aide financière auquel la construction de la caserne est maintenant admissible.

La Municipalité a aussi investi dans son plan d'intervention afin d'obtenir un rapport établissant les priorités d'investissements futurs.

Deux tracteurs (un pour le déneigement et l'autre pour les pelouses) ont aussi été remplacés et l'acquisition d'une lame à neige et d'un souffleur ont été faite pour le service des travaux publics.

Du nouveau matériel pour le service incendie a été acquis (habits de combats, masques et cylindres, détecteurs de gaz, gants, cagoules, tuyaux, lances, etc.).

Du matériel informatique a été installé dans la salle de conférence du bureau municipal afin de faciliter les vidéoconférences et la numérisation des dossiers d'urbanisme a été effectuée pour optimiser le classement et la recherche d'informations.

La Municipalité a aussi débuté les travaux relatifs à l'installation d'une génératrice au Centre du Tricentenaire afin de rendre ce lieu accessible au public en cas de sinistre.

Finalement, le service des loisirs et le comité culturel ont mis leurs besoins en commun afin d'établir une liste d'achats de matériel divers (plaque de cuisson au propane, glacière électrique, petites tentes (canopee), matelas de jeux extérieurs pour les enfants, du matériel audio, etc.) qui ont presque été totalement financé par le Fonds régions et ruralité de la MRC des Chenaux.

	RÉEL 2023	**RÉEL 2022**
Revenus d'investissement	708 658 $	58 724 $
Immobilisations corporelles et actifs incorporels		
Administration générale	(11 340)	(5 984)
Sécurité publique	(71 390)	(101 156)
Transport	(176 937)	(228 488)
Hygiène du milieu	(689 122)	(31 182)
Santé et bien-être	0	(6 014)
Aménagement, urbanisme et développement	(51 500)	(7 119)
Loisirs et culture	(32 395)	(62 447)
TOTAL des acquisitions	**(1 032 684)**	**(442 390)**
Financement à long terme	0	505 362
Affectations – Activités de fonctionnement	390 745	248 104
Excédent d'investissement à des fins fiscales	**66 719 $**	**369 800 $**

Guy Simon

Guy Simon, maire

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Champlain | 37220 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Donald Brideau, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Champlain pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature Donald Brideau Date 3 juin 2024

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	26
Charges par objets	27
Excédent (déficit) accumulé	28
Avantages sociaux futurs	32

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Champlain,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Champlain (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Champlain inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette, S.E.N.C.R.L.
CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A130822
Trois-Rivières, 3 juin 2024

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	2 484 791	2 469 105	2 324 070
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 250	9 268	12 955
Quotes-parts	3			
Transferts	4	139 646	890 955	244 808
Services rendus	5	229 063	337 736	278 235
Imposition de droits	6	110 675	110 496	101 189
Amendes et pénalités	7	1 000	4 005	1 829
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	31 825	23 257	27 259
Autres revenus	10	18 601	135 633	25 317
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 027 851	3 980 455	3 015 662
Charges				
Administration générale	14	732 206	793 143	733 811
Sécurité publique	15	348 613	376 914	376 143
Transport	16	444 569	588 064	490 897
Hygiène du milieu	17	665 834	845 096	662 174
Santé et bien-être	18	25 250	19 734	17 949
Aménagement, urbanisme et développement	19	81 535	106 759	116 837
Loisirs et culture	20	331 145	416 573	351 698
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	125 410	130 653	105 508
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 754 562	3 276 936	2 855 017
Excédent (déficit) de l'exercice	25	273 289	703 519	160 645
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 723 615	9 562 970
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		9 723 615	9 562 970
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 427 134	9 723 615

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 209 770	1 435 463
Débiteurs (note 5)	2	1 925 364	1 508 245
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	3 135 134	2 943 708
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	441 524	252 579
Revenus reportés (note 11)	12	155 121	90 348
Dette à long terme (note 12)	13	3 072 402	3 424 780
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	3 669 047	3 767 707
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(533 913)	(823 999)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	10 961 047	10 547 614
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22		
	23	10 961 047	10 547 614
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	10 427 134	9 723 615
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	10 427 134	9 723 615
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	10 427 134	9 723 615

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	273 289	703 519	160 645
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(812 707)	(1 032 684)	(442 390)
Produit de cession	3		230 005	
Amortissement	4		505 117	500 761
(Gain) perte sur cession	5		(115 871)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(812 707)	(413 433)	58 371
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10			
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12			
	13			
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(539 418)	290 086	219 016
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(823 999)	(1 043 015)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(823 999)	(1 043 015)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(533 913)	(823 999)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises.*

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	703 519	160 645
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	505 117	500 761
Autres			
▪ Gains sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(115 871)	
	4	1 092 765	661 406
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(417 119)	231 401
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	188 945	(155 944)
Revenus reportés	8	64 773	20 233
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12		
	13	929 364	757 096
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 032 684)	(442 390)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	230 005	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(802 679)	(442 390)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	12 146	1 250 200
Remboursement de la dette à long terme	25	(366 946)	(392 300)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	2 422	(8 900)
Autres			
▪	28.1		
	29	(352 378)	849 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(225 693)	1 163 706
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 435 463	271 757
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 435 463	271 757
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 209 770	1 435 463

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Champlain est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les organismes suivants ne font pas partie du périmètre comptable à consolider aux états financiers de la municipalité.

Les informations suivantes indiquent les dépenses payées au cours de l'exercice ainsi que la quote-part des dettes de la municipalité dans ces organismes.

MRC des Chenaux

Mandat et relation avec la municipalité : Organisme créé par le gouvernement du Québec, regroupant 10 municipalités sur un territoire donné, et offrant des services aux municipalités locales. Un représentant de la municipalité siège au conseil des maires et prend part aux décisions.

Opérations et valeur des transactions : Services administratifs, évaluation municipale, aménagement, promotion industrielle et réseau de fibre optique.

Montant des services en 2023 : 525 701 $

Partie de la dette attribuable à la municipalité : 396 933 $

Enercycle (Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie)

Mandat et relation avec la municipalité : Organisme ayant comme membres trois municipalités régionales de comté et deux villes, regroupant, sur un territoire donné, une trentaine de municipalités et villes en leur offrant des services. Un représentant de la municipalité siège au conseil de la régie et prend part aux décisions.

Montant des services en 2023 (montant inclut dans les services de la MRC): 231 943 $

Partie de la dette attribuable à la municipalité (montant inclut dans la dette provenant de la MRC): 335 602 $

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

E) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente :

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

Stocks

S.O.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.
L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur duré de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes:

Infrastructures : 15 à 40 ans
Bâtiments : 40 ans
Véhicules : 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau : 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement : 10 à 20 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La Municipalité offre à ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminés interemployeurs des élus municipaux auquel participe la Municipalité, sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

J) Autres éléments

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2022

À compter du présent exercice, la Municipalité a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité car la Municipalité a choisi de ne pas appliqué les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

Mise en application des chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201 du Manuel de CPA Canada – Comptabilité pour le secteur public; exercices ouverts à compter du 1er avril 2022

Au cours de l'exercice, la Municipalité a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022.

Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Les effets sur les états financiers de la Municipalité portent principalement sur ses prêts, ses placements et sa dette à long terme ainsi que sur les éléments de ses résultats, gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective et n'ont eu aucune incidence sur les montants comptabilisés aux états financiers.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 209 770	1 435 463
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 209 770	1 435 463
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 209 770	1 435 463
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	75 000	75 000
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	149 955	228 790
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 535 190	1 078 191
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	71 970	57 332
Organismes municipaux	13	140 749	104 846
Autres			
▪	14.1	27 500	39 086
	15	1 925 364	1 508 245
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	728 019	812 950
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	728 019	812 950
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	478	478
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 464 101	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	7 676	
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	63 413	1 078 191
	27	1 535 190	1 078 191

Note

6. Prêts

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note

9. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'une facilité de crédit d'un montant de 500 000 $, portant intérêts au taux préférentiel.

10. Créditeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	289 622	78 019
Salaires et avantages sociaux	42	97 962	76 632
Dépôts et retenues de garantie	43	16 653	63 697
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪	45.1	37 287	34 231
	46	441 524	252 579

Note

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	72 057	24 820
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	83 064	65 528
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪	60.1		
	61	155 121	90 348

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2023	2022
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,80	5,10	2025	2042	62	3 080 900	3 435 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	3 080 900	3 435 700
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(8 498)	(10 920)
					72	3 072 402	3 424 780

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		359 600			359 600
2025	74		374 600			374 600
2026	75		300 300			300 300
2027	76		314 400			314 400
2028	77		186 800			186 800
2029 et plus	78		1 545 200			1 545 200
	79		3 080 900			3 080 900
Intérêts et frais accessoires	80		( )		( )	( )
	81		3 080 900			3 080 900

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	35 376	32 714
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	8 683	8 442
	90	44 059	41 156

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
▪	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98	( )( )	
Charge de désactualisation[1]	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	5 282 456	45 480	110 287	5 217 649
Eaux usées	103	2 850 418		10 843	2 839 575
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	2 699 356	36 605	38 318	2 697 643
Autres					
▪	105.1	1 594 016	36 418	(112 372)	1 742 806
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	2 320 478			2 320 478
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	1 115 060	110 138	143 786	1 081 412
Ameublement et équipement de bureau	110	234 955	26 423	10 896	250 482
Machinerie, outillage et équipement divers	111	511 491	126 207	148 765	488 933
Terrains	112	361 079		11 085	349 994
Autres	113				
	114	16 969 309	381 271	361 608	16 988 972
Immobilisations en cours	115	286 972	651 413	(46 961)	985 346
	116	17 256 281	1 032 684	314 647	17 974 318
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	2 135 763	113 736	70 405	2 179 094
Eaux usées	118	1 087 547	70 708		1 158 255
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	763 187	117 969	34 086	847 070
Autres					
▪	120.1	726 900	48 003	28 954	745 949
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	741 232	49 739		790 971
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	804 018	69 493	48 734	824 777
Ameublement et équipement de bureau	125	186 495	12 175	10 896	187 774
Machinerie, outillage et équipement divers	126	263 525	23 294	7 438	279 381
Autres	127				
	128	6 708 667	505 117	200 513	7 013 271
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	10 547 614			10 961 047
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	132				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133		
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪	144.1		
Autres			
▪	145.1		
	146		

Note

19. Obligations contractuelles

S.O.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2023	2022
Emprunts temporaires				
▪	147.1			
	148			
Dettes à long terme				
▪	149.1			
	150			
	151			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.
La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	–	–
En souffrance :		
moins de 30 jours	–	–
de 30 à 60 jours	–	–
plus de 60 jours	9 445	25 667
	9 445	25 667
Moins la provision pour créances douteuses	(478)	(478)
	8 967	25 189

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	478
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	0
Montants recouvrés	(0)
Solde à la fin	478

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2023

	Moins d'un an	**De 1 à 3 ans**	**De 4 à 5 ans**	**Plus de 5 ans**	**Total**
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	441 524	–	–	–	441 524
Intérêts courus à payer	–	–	–	–	–
Dettes	359 600	674 900	501 200	1 545 200	3 080 900
	801 124	674 900	501 200	1 545 200	3 522 424

2022

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	252 579	–	–	–	252 579
Intérêts courus à payer	–	–	–	–	–
Dettes	354 800	751 400	627 100	1 702 400	3 435 700
	640 379	751 400	627 100	1 702 400	3 688 279

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La Municipalité est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts	-	-	-
Placements de portefeuille	-	-	-
Passifs financiers			
Emprunts	–	-	-
Dettes	3 080 900	-	3 080 900

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts	-	-	-
Placements de portefeuille	-	-	-
Passifs financiers			
Emprunts	-	-	-
Dettes	3 435 700	-	3 435 700

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 484 791	2 469 105		2 469 105	2 324 070
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 250	9 268		9 268	12 955
Quotes-parts	3					
Transferts	4	139 646	182 297		182 297	186 084
Services rendus	5	229 063	337 736		337 736	278 235
Imposition de droits	6	110 675	110 496		110 496	101 189
Amendes et pénalités	7	1 000	4 005		4 005	1 829
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	31 825	23 257		23 257	27 259
Autres revenus	10	18 601	135 633		135 633	25 317
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	3 027 851	3 271 797		3 271 797	2 956 938
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		708 658		708 658	58 724
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		708 658		708 658	58 724
	22	3 027 851	3 980 455		3 980 455	3 015 662
Charges						
Administration générale	23	732 206	783 732	9 411	793 143	733 811
Sécurité publique	24	348 613	314 994	61 920	376 914	376 143
Transport	25	444 569	438 787	149 277	588 064	490 897
Hygiène du milieu	26	665 834	659 436	185 660	845 096	662 174
Santé et bien-être	27	25 250	19 583	151	19 734	17 949
Aménagement, urbanisme et développement	28	81 535	85 065	21 694	106 759	116 837
Loisirs et culture	29	331 145	339 569	77 004	416 573	351 698
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	125 410	130 653		130 653	105 508
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		505 117	(505 117)		
	34	2 754 562	3 276 936		3 276 936	2 855 017
Excédent (déficit) de l'exercice	35	273 289	703 519		703 519	160 645

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	273 289	703 519	160 645
Moins : revenus d'investissement	2	( )	(708 658)	(58 724)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	273 289	(5 139)	101 921
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		505 117	500 761
Produit de cession	5		230 005	
(Gain) perte sur cession	6		(115 871)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		619 251	500 761
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(286 362)	(281 962)	(272 900)
	18	(286 362)	(281 962)	(272 900)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(526 345)	(390 745)	(248 104)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	539 418	539 418	287 595
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	13 073	148 673	39 491
	26	(273 289)	485 962	267 352
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		480 823	369 273

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	708 658	58 724
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2	(11 340)	(5 984)
Sécurité publique	3	(71 390)	(101 156)
Transport	4	(176 937)	(228 488)
Hygiène du milieu	5	(689 122)	(31 182)
Santé et bien-être	6	( )	(6 014)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(51 500)	(7 119)
Loisirs et culture	8	(32 395)	(62 447)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )
	11	(1 032 684)	(442 390)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		505 362
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	390 745	248 104
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17		
Réserves financières et fonds réservés	18		
	19	390 745	248 104
	20	(641 939)	311 076
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	66 719	369 800

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	784 002	787 948	696 334
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	174 561	155 911	143 243
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	1 112 200	1 118 452	1 020 143
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	125 290	130 515	105 358
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	120	138	150
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	531 934	527 941	344 625
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17	26 455	49 703	41 866
Autres	18		1 210	1 256
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		505 118	500 761
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Dommages et intérêts	21.1			1 281
	22	2 754 562	3 276 936	2 855 017

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 392 585	1 374 317
Excédent de fonctionnement affecté	2	462 555	539 419
Réserves financières et fonds réservés	3	116 092	116 092
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(164 245)	(230 965)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	8 620 147	7 924 752
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 427 134	9 723 615
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 392 585	1 374 317
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		
	11	1 392 585	1 374 317
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ résolution 2023-12-187	12.1	462 555	539 419
	13	462 555	539 419
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	14.1		
	15		
	16	462 555	539 419

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	75 000	75 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	41 092	41 092
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪	30.1		
	31	116 092	116 092
	32	116 092	116 092

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	( )	( )
Autres			
▪	44.1	( )	( )
	45	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	46	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	47	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	48	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Autres			
▪	50.1	( )	( )
	51	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	52	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	53	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	54	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55	( )	( )
Autres			
▪	56.1	( )	( )
	57	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	58		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61		
Autres			
▪	62.1		
	63		
	64	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	2 572	2 572
Investissements à financer	66	(166 817)	(233 537)
	67	(164 245)	(230 965)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	10 961 047	10 547 614
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	10 961 047	10 547 614
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	10 961 047	10 547 614
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76	(3 072 402)	(3 424 780)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77	(8 498)	(10 920)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78	740 000	812 838
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81	(2 340 900)	(2 622 862)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82	( )	( )
	83	(2 340 900)	(2 622 862)
	84	8 620 147	7 924 752

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime auquel la municipalité a adhéré implique une contribution de 6,785% (2022 - 6,785%) du salaire des employés prélévé à chaque périodes de paie.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	35 376	32 714
	110	35 376	32 714

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	2 577	2 505
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	8 683	8 442
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	8 683	8 442

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 642 401	1 651 777	1 635 101
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	135 002	135 972	130 325
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 777 403	1 787 749	1 765 426
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	261 334	259 053	275 102
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	50 380	50 809	36 390
Matières résiduelles	15	308 013	282 708	161 088
Autres				
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 000	10 714	9 085
Service de la dette	18	77 661	78 072	76 979
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	707 388	681 356	558 644
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	707 388	681 356	558 644
	27	2 484 791	2 469 105	2 324 070

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	900	485	1 388
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32		1 233	1 076
Écoles primaires et secondaires	33	7 500	5 779	6 341
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	8 400	7 497	8 805
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 850	1 976	1 806
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 850	1 976	1 806
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	2 000	(205)	2 344
	45	2 000	(205)	2 344
	46	12 250	9 268	12 955

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	44 000	88 016	23 637
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50	5 800	3 800	12 619
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	27 332	27 905	93 694
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54	7 140	7 676	7 128
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62			
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64	2 580	2 704	5 092
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	12 000	5 368	10 205
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	11 000	9 521	3 915
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	109 852	144 990	156 290

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88		15 393	
Sécurité civile	89		16 861	
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102		636 012	26 159
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104		7 629	5 023
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120		32 763	27 542
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124		708 658	58 724

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	29 794	37 307	29 794
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	29 794	37 307	29 794
TOTAL DES TRANSFERTS	136	139 646	890 955	244 808

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	20 000	21 496	25 442
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	20 000	21 496	25 442
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152	1 800	2 249	1 840
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156	110 600	209 121	151 773
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	112 400	211 370	153 613

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168	39 000	39 696	43 532
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172	39 000	39 696	43 532
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178	171 400	272 562	222 587

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	179			
Évaluation	180			
Autres	181	100	487	87
	182	100	487	87
Sécurité publique				
Police	183			
Sécurité incendie	184			
Sécurité civile	185			
Autres	186			
	187			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	188	5 030	5 394	5 394
Enlèvement de la neige	189	1 000	1 560	1 755
Autres	190	200	453	195
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	191			
Transport adapté	192			
Transport scolaire	193			
Autres	194			
Autres	195			
	196	6 230	7 407	7 344
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197			
Réseau de distribution de l'eau potable	198	1 000	963	755
Traitement des eaux usées	199			
Réseaux d'égout	200			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	201			
Matières recyclables	202			
Autres	203			
Cours d'eau	204			
Protection de l'environnement	205			
Autres	206			
	207	1 000	963	755

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	208			
Sécurité du revenu	209			
Autres	210			
	211			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	212			
Rénovation urbaine	213			
Promotion et développement économique	214			
Autres	215			
	216			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	217	50 333	56 317	47 462
Activités culturelles				
Bibliothèques	218			
Autres	219			
	220	50 333	56 317	47 462
Réseau d'électricité	221			
	222	57 663	65 174	55 648
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	229 063	337 736	278 235

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	10 675	12 015	9 595
Droits de mutation immobilière	225	100 000	98 481	91 594
Droits sur les carrières et sablières	226			
Autres	227			
	228	110 675	110 496	101 189
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	1 000	4 005	1 829
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	31 825	23 257	27 259
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232		115 871	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			
Contributions des promoteurs	236			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238			
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	18 601	19 762	25 317
	242	18 601	135 633	25 317
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	124 893	123 987	1 404	125 391	118 515
Greffe et application de la loi	2	2 317	2 240		2 240	1 917
Gestion financière et administrative	3	457 509	497 110	8 007	505 117	473 464
Évaluation	4	70 337	70 337		70 337	67 784
Gestion du personnel	5	11 500	11 672		11 672	9 920
Autres						
▪	6.1	65 650	78 386		78 386	62 211
	7	732 206	783 732	9 411	793 143	733 811
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	225 847	226 561		226 561	217 419
Sécurité incendie	9	91 434	74 897	51 804	126 701	116 170
Sécurité civile	10	31 332	13 536	10 116	23 652	42 554
Autres	11					
	12	348 613	314 994	61 920	376 914	376 143
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	288 254	271 272	135 661	406 933	347 422
Enlèvement de la neige	14	131 500	137 322	6 079	143 401	111 966
Éclairage des rues	15	14 400	15 159	1 704	16 863	16 964
Circulation et stationnement	16	1 500	6 119	912	7 031	1 091
Transport collectif						
Transport en commun	17	8 915	8 915		8 915	8 822
Transport aérien	18					
Transport par eau	19			4 921	4 921	4 632
Autres	20					
	21	444 569	438 787	149 277	588 064	490 897

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	62 400	61 473	1 738	63 211	51 103
Réseau de distribution de l'eau potable	23	198 934	176 346	113 214	289 560	301 796
Traitement des eaux usées	24	50 380	67 335	46 508	113 843	111 983
Réseaux d'égout	25			24 200	24 200	24 689
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	26	52 741	52 741		52 741	55 375
Élimination	27	68 070	68 070		68 070	41 973
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	28	110 080	110 080		110 080	74 759
Tri et conditionnement	29					
Matières organiques						
Collecte et transport	30	122 229	122 996		122 996	
Traitement	31					
Matériaux secs	32					
Autres	33					
Plan de gestion	34					
Autres	35					
Cours d'eau	36					
Protection de l'environnement	37	1 000	395		395	496
Autres	38					
	39	665 834	659 436	185 660	845 096	662 174
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	40	23 000	19 133		19 133	17 798
Sécurité du revenu	41					
Autres	42	2 250	450	151	601	151
	43	25 250	19 583	151	19 734	17 949

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	77 735	77 857	2 015	79 872	81 183
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47					
Tourisme	48	1 000	2 000		2 000	2 000
Autres	49					
Autres	50	2 800	5 208	19 679	24 887	33 654
	51	81 535	85 065	21 694	106 759	116 837
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	208 352	239 558	54 387	293 945	245 190
Patinoires intérieures et extérieures	53			5 173	5 173	5 185
Piscines, plages et ports de plaisance	54	2 000	3 907		3 907	3 220
Parcs et terrains de jeux	55	13 500	5 528	17 444	22 972	17 340
Parcs régionaux	56	2 924	2 924		2 924	1 862
Expositions et foires	57	21 450	17 380		17 380	12 151
Autres	58	6 818	6 318		6 318	5 917
	59	255 044	275 615	77 004	352 619	290 865
Activités culturelles						
Centres communautaires	60					
Bibliothèques	61	26 268	25 370		25 370	23 162
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	49 833	38 584		38 584	37 671
	65	76 101	63 954		63 954	60 833
	66	331 145	339 569	77 004	416 573	351 698

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	125 290	130 515		130 515	105 358
Autres frais	69					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71	120	138		138	150
	72	125 410	130 653		130 653	105 508
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		505 117	(505 117)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Champlain | 37220 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	681 492	
Usines de traitement de l'eau potable	2		26 159
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	7 629	5 023
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 782	139 627
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	36 418	30 205
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	19 734	7 753
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	110 138	166 928
Ameublement et équipement de bureau	18	25 757	12 634
Machinerie, outillage et équipement divers	19	143 734	54 061
Terrains	20		
Autres	21		
	22	1 032 684	442 390

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	681 492	
Usines de traitement de l'eau potable	2		26 159
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	7 629	5 023
Autres infrastructures	5	44 200	169 832
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	299 363	241 376
	12	1 032 684	442 390

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	41 092			41 092
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	962 100		180 200	781 900
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 619 670		101 762	1 517 908
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 622 862		281 962	2 340 900
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	812 950		84 931	728 019
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	812 950		84 931	728 019
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	(112)	12 146	53	11 981
	15	812 838	12 146	84 984	740 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	812 838	12 146	84 984	740 000
	19	3 435 700	12 146	366 946	3 080 900
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 435 700	12 146	366 946	3 080 900

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 080 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	166 817
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	41 092
Débiteurs	8	728 019
Autres montants	9	11 981
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 466 625
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	2 466 625
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	396 933
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 863 558
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 863 558
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1	2 317	2 557	2 239
Évaluation	2	70 337	70 337	67 784
Autres	3	50 546	50 546	61 784
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	16 985	16 985	
Sécurité civile	6	642	642	13 518
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	8 915	8 915	4 325
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	353 120	352 754	172 107
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	23 000	19 133	17 798
Autres	17	250	250	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	2 800	2 800	3 111
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	3 022	3 022	1 959
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	531 934	527 941	344 625

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 032 684	442 390
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 032 684	442 390

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total[1]
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	3 640,00	191 049	40 250	231 299
Professionnels	2						
Cols blancs	3	5,00	35,00	6 318,00	226 500	50 981	277 481
Cols bleus	4	4,00	40,00	6 560,00	265 191	50 026	315 217
Policiers	5						
Pompiers	6	17,00	3,00	1 112,00	24 494	785	25 279
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	28,00		17 630,00	707 234	142 042	849 276
Élus	9	7,00			80 714	13 869	94 583
	10	35,00			787 948	155 911	943 859

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3		636 012			636 012
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		7 629			7 629
Autres	6	135 470	37 099	8 105	66 640	247 314
	7	135 470	680 740	8 105	66 640	890 955

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	138	481
	4	138	481
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	9 740	6 222
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	9 740	6 222
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	51 375	36 180
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	51 375	36 180
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	27 103	23 821
Traitement des eaux usées	18	4 415	4 416
Réseaux d'égout	19	895	1 256
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	32 413	29 493
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	36 987	33 132
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	36 987	33 132
Réseau d'électricité	40		
	41	130 653	105 508

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Guy Simon	1.1	Maire	15 743	7 541	20 724	10 362
Sébastien Marchand	1.2	Conseiller	10 645	4 962		
Jocelyne Poirier	1.3	Conseiller	5 833	2 556		
Yvon Sauvageau	1.4	Conseiller	5 783	2 531		
Mireille Leblanc	1.5	Conseiller	5 833	2 556		
Claude Boisvert	1.6	Conseiller	5 833	2 556		
Sonya Pronovost	1.7	Conseiller	5 784	2 556		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	75 000 $	

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3	17 536 $	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	X	

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	$
Ligne 3 : Autres revenus	7	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	$
Ligne 9 : Autres charges	11	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	$
Ligne 14 : Débiteurs	14	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	$
Ligne 24 : Libres	20	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	$
Constatés au cours de l'exercice	24	$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	26	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	27	_____ $	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	28	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023	29	_____ $	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	30	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	31	_____ $	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	32	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	33	_____ $	

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 34 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 35 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	37	_____ $	
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	38	☐	☒
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	39	_____ $	

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes	41	6 346 $
b) autres formes d'aide	42	_____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023	43	$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

	44	10 000 $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	137 322 $
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	46	7 982 $
Chaussées pavées - entretien préventif	47	2 046 $
Chaussées pavées - entretien palliatif	48	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	49	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	50	15 536 $
Systèmes de drainage	51	7 771 $
Abords de routes	52	4 650 $
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	53	37 985 $

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	134 705 $
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	30 258 $
c) Total des frais encourus admissibles	56	340 270 $

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

Tracteur et souffleur pour le déneigement

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Tracteur à gazon

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	57	2023-09-131
b) Date d'adoption de la résolution	58	2023-09-05

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 59 [X] [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 60 2021-05-073

b) Date d'adoption de la résolution 61 2021-05-03

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 136

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 65

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 72 [ ] [X]

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____ $
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____ $
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____ $
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____ $
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____ $
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____ $
Ligne 9 : Autres charges	79	_____ $
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____ $
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____ $
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____ $
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____ $
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____ $
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____ $
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____ $
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____ $
Ligne 24 : Libres	88	_____ $
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____ $
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____ $

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	☐	☒
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2	☐	☐
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	☒	☐
3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4	☐	☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5	☐	☒
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6	☐	☒
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7	☐	☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8	☐	☒
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9	☐	☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

[X] J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

[X] Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

[X] Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil :	2024-06-03
Nom du signataire :	Donald Brideau
Fonction du signataire :	Directeur général, greffier-trésorier
Date de transmission au Ministère :	2024-06-11
Date et heure de la dernière modification :	2024-06-11 08:09

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité de Champlain | 37220 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	3 027 851	3 271 797	2 956 938
Investissement	2		708 658	58 724
	3	3 027 851	3 980 455	3 015 662
Charges	4	2 754 562	3 276 936	2 855 017
Excédent (déficit) de l'exercice	5	273 289	703 519	160 645
Moins : revenus d'investissement	6	( )	(708 658)	(58 724)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	273 289	(5 139)	101 921
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		505 117	500 761
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	(286 362)	(281 962)	(272 900)
Affectations				
Activités d'investissement	11	(526 345)	(390 745)	(248 104)
Excédent (déficit) accumulé	12	539 418	539 418	287 595
Autres éléments de conciliation	13		114 134	
	14	(273 289)	485 962	267 352
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		480 823	369 273

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 209 770	1 435 463
Débiteurs	2	1 925 364	1 508 245
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	3 135 134	2 943 708
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		
Dette à long terme	7	3 072 402	3 424 780
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	596 645	342 927
	10	3 669 047	3 767 707
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(533 913)	(823 999)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	10 961 047	10 547 614
Autres	13		
	14	10 961 047	10 547 614
Excédent (déficit) accumulé	15	10 427 134	9 723 615

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 392 585	1 374 317
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ résolution 2023-12-187	2.1	462 555	539 419
	3	462 555	539 419
Réserves financières			
▪	4.1		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	75 000	75 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	41 092	41 092
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9		
Autres			
▪	10.1		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	( )	( )
Financement des investissements en cours	12	(164 245)	(230 965)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	8 620 147	7 924 752
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	10 427 134	9 723 615

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	2 466 625
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 863 558

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	41 092	41 092
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	1 517 908	1 619 670
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	781 900	962 100
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	728 019	812 950
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	11 981	(112)
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	3 080 900	3 435 700

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023		2022
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	2 484 791	2 469 105	2 324 070
Compensations tenant lieu de taxes	13	12 250	9 268	12 955
Quotes-parts	14			
Transferts	15	139 646	182 297	186 084
Services rendus	16	229 063	337 736	278 235
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	111 675	114 501	103 018
Autres	18	50 426	158 890	52 576
	19	3 027 851	3 271 797	2 956 938
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		708 658	58 724
Autres	23			
	24		708 658	58 724
	25	3 027 851	3 980 455	3 015 662

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget 2023	Réalisations 2023			Réalisations 2022
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	732 206	783 732	9 411	793 143	733 811
Sécurité publique						
Police	2	225 847	226 561		226 561	217 419
Sécurité incendie	3	91 434	74 897	51 804	126 701	116 170
Autres	4	31 332	13 536	10 116	23 652	42 554
Transport						
Réseau routier	5	435 654	429 872	144 356	574 228	477 443
Transport collectif	6	8 915	8 915	4 921	13 836	13 454
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	311 714	305 154	185 660	490 814	489 571
Matières résiduelles	9	353 120	353 887		353 887	172 107
Autres	10	1 000	395		395	496
Santé et bien-être	11	25 250	19 583	151	19 734	17 949
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	77 735	77 857	2 015	79 872	81 183
Promotion et développement économique	13	1 000	2 000		2 000	2 000
Autres	14	2 800	5 208	19 679	24 887	33 654
Loisirs et culture	15	331 145	339 569	77 004	416 573	351 698
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	125 410	130 653		130 653	105 508
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	2 754 562	2 771 819	505 117	3 276 936	2 855 017
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		505 117	(505 117)		
	21	2 754 562	3 276 936		3 276 936	2 855 017

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	708 658	58 724
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(1 032 684)	(442 390)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4		505 362
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	390 745	248 104
Excédent accumulé	6		
	7	(641 939)	311 076
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	66 719	369 800

Extrait du rapport financier, page S14